C.I.R.E.D.

Centre
International
de Recherche
sur l'Environnement
et le Développement

Quels financements pour la transition énergétique ?

Présentation du séminaire du CFE

Dominique FINON

C.I.R.E.D. Unité mixte de recherche EHESS et CNRS - UMR 8568
Jardin Tropical
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne cedex - France

Nouveauté de la situation depuis 2015

D'un côté convergence des points de vue sur les moyens d'atteindre les objectifs de transition bas carbone :

- outils économiques [subventions, taxe et ETS],
- règlementation,
- politiques « non-pricing », etc

même si divergence sur faisabilité pratique et sur efficacité respective (ETS et absence de perspectives de signal-prix robuste, illusion prix unique) .

D'un autre côté prise de conscience du rôle de la finance comme un des moteurs principaux des politiques climatiques

Deux facteurs principaux parmi quelques autres:

- les engagements sur les flux financiers de 100 milliards à diriger vers les investissements d'atténuation et d'adaptation dans les pays du sud
- la nouvelle perception des risques financiers associés au changement climatique (risque sur les actifs physiques; stranded assets; liabilities) // « tragédie des horizons » (incertitudes générales)

Incitation pour les banques (et les institutions financières présentes sur le marché des capitaux) à s'intéresser à ce domaine

Début de développement de la finance verte dont majorité dirigée vers investissements bas carbone

Début des analyses de la part des actifs carbonés dans le bilan des entreprises et de leur exposition aux risques carbone pour leur notation

1° point d'entrée par les secteurs : rénovation thermique, transports, électricité

Penser conjointement la question des instruments sectoriels et celle du financement des investissements bas carbone

Caractère peu favorable aux investissements bas carbone dans les secteurs et les domaines d'infrastructures émetteurs:

- très capitalistiques (délai d'installation, part coût du capital, masse finacière à mobiliser)
- taux de rendement bas (même avec prix du carbone significatif),
- temps de retour long,
- risques d'investissement élevés

Rechercher des instruments de politique qui offrent une visibilité et une stabilité pour les investisseurs privés et leurs prêteurs

- Exemple des tarifs d'achat ou des contrats de long terme à revenus garantis (transfert de risque sur les consommateurs)
- Rôle des garanties publiques pour baisser les taux d'emprunt, etc….

et ce, sans devoir compter sur des signaux prix du carbone robuste et crédible

Ce sont des domaines d'expérimentation de financements innovants

- Rôle des financements publics dans le cadre de co-financement avec les banques ou les fonds verts
- Refinancement des prêts bancaires des banques commerciales à réseaux pour mieux financer de prêts diffus

Conception de solutions particulières adapte à chaque secteur

Exemples pour le financement de la rénovation thermique

- Développement du tiers-financement par des mécanismes particuliers
- Possibilité de création d'une entité publique/privée pour le financement de la rénovation énergétique capable d'émettre de la dette et d'être noté au plan national et international.
- Dispositifs de sécurisation des recettes issues des économies d'énergie,
  - Accroître la solvabilité des maîtres d'ouvrage dans le tertiaire et les bâtiments publics (possibilité d'une garantie publique en cas de mauvaise performance de la rénovation dans un programme)

2° point d'entrée:
Le développement des différents canaux de financement

1. Les modes de financements actuels et les intermédiaires du financement

L'utilisation stratégiques des ressources venant de la sphère publique:

- prêts subventionnés,
- financement des tranches les plus risqués des projets,
- offre de garanties publiques,
- refinancement de prêts des banque commerciales à réseau ,
- etc…..

Le rôle des banques publiques, des banques vertes, des banques de développement

Programmes publics de financement

2. Le développement du rôle des banques privés et de la finance verte

L'intérêt des banques pour le financement de la transition bas carbone

Les contraintes imposées par les règles macro-prudentielles)

Les conditions d'une émergence efficace de la finance verte

- nouvelles formes d'intermédiation
- construction de la crédibilité des actifs verts pour adosser les obligations vertes.

3. Le double rôle (possible) des banques centrales

La politique monétaire comme levier:

- conditions de refinancement privilégié,
- « quantitative easing » ciblé sur les investissements verts,
- le système fondé sur une extension de la politique monétaire en créant des actifs monétaires carbone (Aglietta et alii)

La surveillance des banques liée aux risques financiers climatiques

Créer des incitations au financement bancaire par le relâchement des règles macro-prudentielles pour le financement des investissements bas carbone

Des rôles pouvant être pensés comme recherche d'une sortie de la stagnation séculaire

Une table ronde pour débattre des différents enjeux identifiés

Financement privé et public

- Comment diriger les flux financiers privés vers l'économie bas carbone? Les acteurs de marché sont-ils à eux seuls capables de financer la transition bas carbone?
- Si ce n'est pas le cas, comment utiliser de la façon la plus efficace les ressources publiques pour développer le financement privé?
- Quel rôle pour des programmes de financements publics (comme ceux du Plan Juncker, programme national de type « investissements d'avenir »)?

Quel rôle pour les Banques centrales dans le financement de la transition ?

- En quoi la question du changement climatique et celle de son financement concernent-elles les banques centrales ?
- La politique monétaire peut-elle (doit-elle) être utilisée pour favoriser le financement de la transition énergétique … et comment ?

Faut-il repenser les instruments de politique climatique (fiscalité, etc.) pour faciliter le financement de la transition?